

REFERENCES SPATIALES ET RAPPORTS SOCIAUX : LONGWY 1978-2008

Jean-Luc Deshayes
2L2S GREE

Résumé

Longwy, symbole de la production sidérurgique et de la lutte ouvrière à la fin des années 70 et au début des années 80 semble aujourd'hui réduite au sort commun des « territoires ». Les discours institutionnels et les politiques publiques y produisent une autonomisation progressive des références spatiales et des rapports sociaux. Trente années de recherches d'une génération à l'autre dans le bassin de Longwy montrent que cette réduction territoriale de la question sociale comporte un double risque d'affaiblissement, tant du point de vue des catégories de l'analyse que du point de vue des dynamiques et des luttes collectives en vue d'une transformation des espaces sociaux. Trois domaines seront analysés et mis en correspondances : celui des discours identitaires des différentes institutions, celui des références spatiales des politiques publiques, celui des itinéraires des familles de sidérurgistes d'une génération à l'autre, entre distances sociales et distances spatiales.

Abstract

Longwy, symbol of the steel-manufacturing production and fight worker at the end of the years 70 and at first years 80 semblance aujourd'hui reduced to the common exit of the "territories". The institutional speeches and the public policies ones there produce a progressive empowerment of the spatial references and social reports. Thirty years of research of a generation to the other in the pool of Longwy show that the risk of a territorial reduction of the social question appears as the one of a real weakening, so from the standpoint categories of the analysis that from the standpoint dynamics and collective fights regarding a transformation of the social spaces. Three domains will be analyzed and put in correspondences: the one of the identity speeches of the different institutions, the one of the spatial references of the policy public one, the one of the practices of the families of sidérurgistes of a generation to the other, between social distances and spatial distances.

Longwy, symbole de la production sidérurgique et de la lutte ouvrière à la fin des années 70 et au début des années 80 semble aujourd'hui réduite au sort commun des « territoires ». Les discours institutionnels et les politiques publiques y produisent une autonomisation progressive des références spatiales et des rapports sociaux. Trente années de recherches d'une génération à l'autre dans le bassin de Longwy montrent que cette réduction territoriale de la question sociale comporte un double risque d'affaiblissement, tant du point de vue des catégories de l'analyse que du point de vue des dynamiques et des luttes collectives en vue d'une transformation des espaces sociaux. Trois domaines seront analysés et mis en correspondances : celui des discours identitaires des différentes institutions, celui des références spatiales des politiques publiques, celui des itinéraires des familles de sidérurgistes d'une génération à l'autre, entre distances sociales et distances spatiales.

Les travaux mobilisés s'étendent sur plus de 25 ans¹. L'analyse croisée des transformations du salariat, des évolutions du territoire et de la dynamique intergénérationnelle des familles de sidérurgistes que nous proposons repose sur une approche démultipliée du social. Pour aborder conjointement les questions de socialisation initiale et de mutation du salariat d'une génération à l'autre, nous avons, par exemple, reconstitué les parcours scolaires et professionnels de 1500 enfants de pères sidérurgistes du Bassin de Longwy, nés entre 1925 et 1945. Les statistiques ont été élaborées au plus près du terrain à partir des fichiers d'entreprises, des archives des établissements scolaires et des informations obtenues lors de rencontres avec les familles. Les entretiens ont ensuite concerné (surtout pour les enfants) ceux dont les parcours étaient marginaux par rapport aux itinéraires les plus probables de leur fraction de classe d'origine, groupe d'âge et sexe, en faisant l'hypothèse qu'ils favoriseraient une meilleure lecture des déterminations et des mobilisations sociales.

Cependant, toutes les recherches n'ont pas été pensées selon une problématique commune. Elles ont, de plus, été réalisées à des dates différentes et selon des méthodologies et des hypothèses variées. Ce n'est que rétrospectivement que ce travail s'efforce de réunir les analyses des discours institutionnels, des stratégies des firmes, des politiques publiques territorialisées, de l'évolution des associations, des syndicats ou des parcours scolaires et professionnels des enfants de sidérurgistes². L'ensemble des conclusions ne peut donc s'abstraire d'une réflexion sur la production des catégories de perception et l'impact de ces catégories dans les politiques publiques et dans les recherches. Enfin, « s'il est indispensable de définir un terrain d'enquête dans sa dimension spatiale, les transformations du système productif, des conditions de mobilisation et d'usage de la force de travail et celles de sa reproduction définissent des échelles géographiques évolutives. C'est le processus qui permet de définir l'aire et l'échelle territoriales pertinentes"³ .

La multiplication des études locales ne signifie pas, en effet, qu'il se passe plus de choses au niveau local ou des choses plus décisives mais invite plutôt à être attentif à un déplacement du regard et des références théoriques (May 1984). Bernard Charlot et Jean-Yves Derouet le rappellent : « Ni pour l'acteur social, ni pour le chercheur, la référence au local ne peut être une réponse. Pour l'acteur, c'est un projet, dont la forme reste à élaborer en chaque cas singulier. Pour le chercheur, c'est un ensemble de problèmes qu'il faut apprendre à formuler en des énoncés pertinents » (Charlot 1994). Les analyses à et sur Longwy ont, par exemple, longtemps été favorisées par l'ampleur des luttes contre les fermetures d'usines avant d'être encouragées dans les cadres politiques du processus de reconversion ou du développement transfrontalier.

¹ L'auteur est enseignant et chercheur dans le bassin de Longwy depuis 1978.

² Les références des recherches mobilisées sont proposées dans la bibliographie.

³ « La Lorraine sidérurgique apparaît à cet égard comme exemplaire de cette imbrication entre crise industrielle crise d'une région, transformation des divers types de mobilité et des configurations territoriales ». (Nicole May, Territoire et analyses localisées, *Cahiers du CREMSI, 1984*).

Ainsi l'APEP (Association pour l'Etude et la Préservation du Patrimoine) se présente, au début des années 80 pendant les années de luttes contre les fermetures d'usines, comme une association qui cherche à combiner action culturelle et recherche scientifique en maintenant un enracinement réel dans la population locale, ce qui signifie que les « recherches doivent avoir un intérêt pour elle, dans ses luttes contre la domination » (Charrasse, Noiriel 1986)). Le projet de l'APEP se veut anthropologique plus que sociologique, à la suite de Sapir et Mauss qui souhaitaient imposer une pratique unifiante de la recherche face aux entreprises toujours renouvelées de segmentation des sciences sociales en « disciplines » qui s'ignorent mutuellement. Sa démarche scientifique a, de plus, l'avantage d'être fondée sur un travail de terrain, c'est à dire qu'elle exige un enracinement, une familiarité avec la population étudiée qui ne peut être nullement obtenue avec des enquêtes par « questionnaires » réalisées en quelques jours ou quelques semaines. L'anthropologie industrielle n'a de sens que par la combinaison des approches méthodologiques. Le chercheur analyse sa propre pratique, notamment les malaises liés à la distance sociale. David Charrasse et Gérard Noiriel constatent que l'activité de l'association dans sa volonté de préserver « une image non unifiée » de la réalité sociale n'a pas toujours été soutenue par les municipalités ni, a fortiori par les entreprises dans la première moitié des années 80. Pour survivre, elle a dû solliciter des contrats de recherche ou d'action culturelle qui ne répondaient pas nécessairement aux objectifs poursuivis.

A partir du milieu des années 80 d'ailleurs, les diagnostics sur le bassin de Longwy impliquant de nombreux cabinets d'expertise et des organismes de recherche se multiplient sur une base territoriale peu discutée qui doit être interrogée. Beaucoup d'études, liées à la dimension transfrontalière du projet de reconversion mis en œuvre, bénéficient de Fonds européens. Marie-Christine Fourny (Fourny 2005) montre que les procédures européennes constituent un discours performatif de la différenciation nationale et locale. Les dossiers Interreg, par exemple, demandent une présentation des territoires partenaires et l'intérêt du programme pour les espaces frontaliers. Les acteurs se trouvent ainsi situés en représentants du territoire sommés de produire un discours sur la distinction et le commun. « Mais, sauf à rendre sans objet la coopération, l'homogénéité et la continuité ne peuvent être que le projet et la différenciation, la situation actuelle » (Fourny 2005). L'utilisation du terme frontière comme catégorie d'analyse peut, en outre, devenir un obstacle épistémologique à la connaissance quand d'autres types de frontières sociales ou économiques sont ignorées⁴.

L'analyse rétrospective des discours locaux des différentes institutions, des références spatiales des politiques publiques, et des itinéraires des familles de sidérurgistes d'une génération à l'autre, entre distances sociales et distances spatiales témoignent des enjeux de qualifications spatiales qui ignorent les rapports sociaux conflictuels.

1 Les discours identitaires tenus localement depuis la fin des années 70 s'affrontent sur le pouvoir de dire à la collectivité d'où elle vient, qui elle est et surtout où elle doit aller.

Le discours paternaliste, celui du patronat sidérurgique, était prononcé dans la sphère publique et proposait à la collectivité une confusion des espaces et des intérêts sociaux et territoriaux légitimée par la continuité de l'activité productive. Il s'opposait à un discours de classe. Avec les fermetures d'usines, le rapport de force dans l'entreprise se dégrade, le désengagement des entreprises sidérurgiques s'accroît et leur intérêt à être dominatrices dans l'espace hors entreprise diminue. Les orateurs qui officient dans les remises de médailles du travail au milieu des années 80 cherchent alors à convaincre que la fin est inéluctable en s'appuyant sur le même registre communautaire : « Longwy a bien travaillé »⁵.

⁴ Ces dimensions sont étudiées dans le cadre de la MSH Lorraine, axe 1, « Frontières, territoires, échanges ».

⁵ phrase prononcée par J. JACQUET, directeur d'Unimétal, confronté aux militants de l'intersyndicale venus bloquer le Comité Central d'Entreprise pour s'opposer à la fermeture des hauts-fourneaux (Metz

Parallèlement, dans les années 80, en réaction aux fermetures d'usines se développent dans l'espace public local de nouveaux discours dont la plupart des acteurs seront porteurs avec des rythmes, des intensités et des durées variables. Le discours du maintien est dominé par les syndicats, les discours de la transition, puis de la fracture par les institutions chargées de la reconversion. L'identité locale, mise en scène dans les luttes massives contre les fermetures comme un groupe revendiquant réunissant l'ensemble de la population et pas seulement les sidérurgistes, devra progressivement se soumettre à un droit d'inventaire. Une nouvelle image « désidérurgisée » d'une ville qui aurait réussi sa mutation s'éloigne progressivement, dans les années 80-90, d'une représentation dominée par des rapports sociaux contradictoires. Le souvenir et l'intensité des luttes pourraient dissuader des entreprises de s'installer. Seules les mobilisations contre les fermetures d'établissements appartenant à des groupes multinationaux ou la dénonciation des conditions de travail qu'elles imposent réactivent les références de classe.

L'analyse des discours économiques produits par les institutions chargées de la reconversion des années 80 au début des années 2000 montre, en effet, qu'ils rationalisent et définissent comme « stratégies économiques territoriales » ce qui relève surtout d'un accompagnement des dynamiques des firmes multinationales. Les secteurs comme la sidérurgie sont épuisés localement mais des portions entières de territoires salariés fragilisés et stigmatisés sont disponibles. Les discours de la reconversion définissent alors le territoire par des manques ou par des handicaps qui légitiment des « aides spécifiques ». Ils mobilisent ainsi des références aux théories du développement (endogène, exogène, districts, réseaux...) sans les relier aux transformations du salariat et à ses potentialités. Le développement du travail frontalier (qui concerne plus de la moitié des salariés) ne remet pas en cause ces analyses mais déplace leur espace de référence (agglomération transfrontalière, aire urbaine...).

2 La substitution de références spatiales à celles liées à des rapports sociaux conflictuels dans les discours locaux légitime des politiques publiques de discrimination territoriale. L'ensemble contribue à affaiblir le salariat, un salariat défini comme la construction contradictoire d'une classe sociale assumant la production et la distribution des richesses avec ses transformations et ses potentialités, en opposition à la bourgeoisie qui exerce ce rôle à son profit⁶.

Depuis le milieu des années 70, trois phases se succèdent, difficiles à isoler dans l'entrelacement des temps et des échelles et parce que les rapports sociaux contradictoires relèvent d'un processus toujours renouvelé.

La période 1950-1975, qui précède les fermetures d'usines, se caractérise par une progression du salaire socialisé, en partie liée à des luttes dans les entreprises sidérurgiques. Ce mouvement qui va du local vers le national renforce les possibilités de transformation sociale, y compris locales. Il s'inscrit cependant dans le rapport conflictuel d'un salariat confronté aux stratégies de désengagement paternaliste, aux transformations des modes de gestion de la main d'oeuvre et aux restructurations du capital et n'aboutit que partiellement au début des années 70.

La mobilisation ouvrière contre les fermetures d'usines de la fin des années 70 et du début des années 80 permet d'obtenir des protections qui ont des répercussions nationales. Mais, dans le même temps, les réponses, qu'il s'agisse de la conversion des hommes, des activités ou du territoire, participent au retour de critères qui divisent les salariés en une pluralité de systèmes de ressources. L'introduction de conditions d'âge, de sexe, de secteur d'activité, de zone géographique conduit à la (re)construction des catégories « jeunes », « personnes âgées », « femmes », « pauvres », « handicapés », au retour de la définition des individus par leur entreprise, leur localisation (zones franches, bassin en reconversion), la mesure dont ils sont porteurs (« emplois-jeunes », « travailleurs

le 15 02 87).

⁶ Définition proposée par L'Insitut européen du salariat (Paris X Nanterre)

familiaux », etc...) ⁷ (Friot 1998).

Ce recul de l'espace politique du territoire national obéissant à des règles identiques met en crise les territoires locaux, d'autant plus que la plus grande mobilité du capital productif introduit une instabilité dans l'activité économique locale. Le mouvement s'inverse progressivement, depuis les années 80, d'un local en partie conquis vers un local en partie octroyé.

Les institutions de la reconversion ont un rôle d'accompagnement actif de cette dynamique. Des lectures territoriales de plus en plus autonomes se substituent aux lectures de classe. Les politiques publiques s'en saisissent pour développer des réponses spatiales aux questions sociales. Un « employeur territorial », plus ou moins homogène, complémentaire ou coordonné, exerce une tutelle de proximité sur une fraction de la réserve de main d'œuvre bloquée sur place et disponible pour les entreprises nomades ou des secteurs « disqualifiés » de l'activité locale.

Cette évolution est commune aux trois Etats, Belgique, France et Grand-Duché de Luxembourg. Le statut du travailleur frontalier, dont la part socialisée du salaire est liée au pays d'installation de l'employeur, est menacé par contournement. Les jeux autour de la frontière conduisent les syndicats à rechercher le meilleur territoire d'action entre mobilisations, demandes de participation aux instances politiques ou action juridique. Les résistances sont d'autant plus difficiles localement que la rationalisation de la production, le processus de déqualification et la perte des éléments d'autonomie ont progressivement introduit une discordance entre le passé incorporé et ce que sont devenues les réalités locales, en particulier dans les rapports sociaux à l'entreprise (parcellisation du travail, cloisonnement des phases du cycle de production). Les militants associatifs qui se réfèrent aux valeurs de l'éducation populaire ou du développement local sont en contradiction entre un idéal d'autonomisation et la participation à des actions de moralisation et de mise en tutelle de fractions de classe stigmatisées. L'institution scolaire, confrontée à une mobilisation de plus en plus nécessaire, mais pas toujours suffisante, contribue à encourager les migrations ou à précipiter les relégations, entre distance sociale et distance spatiale.

3 L'analyse du devenir des enfants de la génération des pères sidérurgistes du bassin de Longwy nés entre 1925 et 1945 permet d'interroger les conséquences sur les histoires familiales et sur les conditions de la mobilisation. L'ensemble produit un jeu complexe de distances et de proximités sociales et spatiales. Les fermetures, mutations, reconversions, stages, "aides publiques" qui se multiplient depuis le milieu des années 70 précipitent la destruction des configurations précédentes, tout en les utilisant. Les politiques d'entreprises et les appareils de transition imposent ainsi leurs modes de différenciation. Les départs sont nombreux et sélectifs. L'école, territoire de migration (Cam 2000) ou de relégation y contribue activement.

Ainsi les taux de départs élevés des enfants de sidérurgistes nés au début des années 60, 40% environ, et très voisins quel que soit le sexe ou la fraction de classe d'origine, masquent l'efficacité inégale des réseaux paternalistes. Ceux qui sont nés quelques années plus tard seront beaucoup plus différenciés par leur scolarité et leur fraction de classe d'origine. Les enfants d'OS seront ainsi en partie bloqués sur place. Les statistiques de la génération d'enfants de sidérurgistes nés dans les années 70 montrent que parmi ceux qui ont trouvé un travail au Luxembourg, 19% avaient suivi un stage d'insertion alors que c'était le cas de 63% de ceux qui travaillent en France.

Cependant, les résistances des travailleurs dans des configurations nouées au fil des générations

⁷ FRIOT Bernard., « En modifiant les flux de financement des ressources des travailleurs (quelle part pour le salaire, la fiscalité ou la rente dans la reconnaissance des travailleurs et à quel type de salaire, de fiscalité et de rente a-t-on affaire ?), on modifie les statuts même des travailleurs et les dynamiques de la délibération politique en matière d'emploi et de droits sociaux (qui a droit et qui définit les droits ?). », *Puissances du salariat*, ed La Dispute, 1998.

participent à l'évolution du champ des possibles. Elles révèlent l'efficacité à retardement de normes, de valeurs, d'habitudes de vie, de dispositions intériorisées à la génération précédente et d'une expérience sociale sensible à l'histoire collective du groupe ouvrier et à la crise qu'il traverse.

Ainsi peut-on entendre dans les récits une confusion des registres sociaux et spatiaux. « On aurait pu aller plus loin » déclare une fille de sidérurgiste médecin généraliste dans le bassin de Longwy. « Mon frère, il a émigré dans un supermarché dans le Sud de la France » raconte un fils d'OS, immigré portugais. L'ensemble est parfois relié à un discours de classe : « *On revient à la case départ. Ce n'est pas le fascisme qui a fait fuir nos enfants. Qu'est ce qui a fait fuir nos enfants de notre région ? C'est le manque de travail, il n'y a pas de travail, il y a du travail ailleurs.* » (ouvrier professionnel).

S'exprime ainsi la complexité des cultures de classe et de leurs empreintes. Si toutes ont été déstabilisées, les familles sidérurgistes de la génération étudiée se distinguent par leurs rapports au passé et à l'avenir de la lignée, au savoir scolaire et professionnel au travail féminin, à la déqualification taylorienne, aux luttes syndicales, à la vie associative ou à l'habitat. Les parcours des enfants ne sont pas indifférents à leur fraction de classe d'origine mais n'excluent pas des mobilisations spécifiques. Les récits recueillis se situent entre filiations et ruptures. Ce qui se construit et qui se dit dans les discours sur la mobilité, c'est l'appropriation des mouvements de catégorisation qui ont brutalement évolué et remis en cause les cadres quotidiens, les appartenances collectives, les conditions de la mobilisation (Grafmeyer 1988).

Conclusion

Les conclusions de l'ensemble des recherches présentées ici et menées à Longwy depuis près de trente ans s'appuient sur une approche démultipliée du social en s'efforçant de ne pas occulter l'articulation des échelles et des temporalités. Elles cherchent à relier histoires individuelles, histoires des entreprises, histoires des rapports sociaux et histoires des lignées.

Elles contribuent à révéler les impasses de grilles de lecture territoriales indépendantes des transformations du salariat. Le milieu des années 70 correspond au retour des critères d'appartenance territoriale, d'âge ou de sexe (bassin d'emploi en reconversion, quartier défavorisé...) dans la définition des ressources (Friot 1998). Les relais locaux, associatifs ou syndicaux, sont en partie utilisés par un « Etat social qui trouve dans le territoire un instrument providentiel »⁸. Ce local « octroyé » aux intermédiaires de l'emploi mobilise des militants syndicaux ou associatifs partagés entre une logique d'aide et une action qui contribue à affaiblir le salariat. Les entreprises restent décisives (les politiques de recrutement des firmes définissent des espaces différenciés de mobilisation de la main d'œuvre), les interventions publiques les accompagnent en contribuant à disqualifier les territoires et les hommes pour y conduire une politique discriminatoire qui délègue au local une tutelle de proximité. Il s'agit de définir les droits à ressources sur la base de la désignation de publics victimes, ou désignés comme tels, du fonctionnement du marché. La puissance publique tutélaire et ses relais locaux, viennent alors soutenir le travailleur au nom de ses manques : manque d'employabilité, manque de qualification, manque de mobilité, manque de ressources... etc (Higelé, Khristova, 2006).

L'ensemble invite à donc mieux appréhender conceptuellement comment les transformations du système productif, des conditions de mobilisation et d'usage de la force de travail et celles de sa reproduction définissent non seulement des échelles géographiques évolutives, de nouvelles « frontières », mais aussi de nouveaux « territoires d'action » conflictuels.

⁸ Lien social et Politiques –RIAC, 52, Le territoire, instrument providentiel du social, Automne 2004

- BIBLIOGRAPHIE -

- Cam Pierre, Le cycle court, quelles fonctions sociales, in *L'enseignement professionnel court post-baccalauréat (IUT-STTS)*, dir S. Ertul, Education et Formation, PUF 2000
- Charlot Bernard (coord) : « *L'école et le territoire, nouveaux espaces, nouveaux enjeux* », Armand Colin, 1994.
- Charrasse David, Deshayes Jean-Luc, *Rites de la crise et crise des rites dans les mines et la sidérurgie lorraine*, sous la direction scientifique de G. Noiriel et F. de Chasse, Rapport pour la Mission du Patrimoine Ethnologique, LASTES Nancy II, Nancy, 1989.
- Charrasse David, Noiriel, Gérard « *Lorraine du Nord et Anthropologie industrielle* », , Anthropologie et sociétés, 1986, Volume 10
- Da Costa Dominique, Deshayes Jean-Luc, *Le processus de patrimonialisation du passé sidérurgique dans le bassin transfrontalier de Longwy*, rapport de recherche pour la Région Lorraine soutenu par la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles de Lorraine) et les laboratoires de recherche lorrains en sciences sociales, co-financé sur la base de son caractère transfrontalier par des fonds Interreg et réalisé dans le cadre de l'équipe de recherche d'inscription locale de l'IUT de Longwy (ERGEA), 1998.
- Deshayes Jean-Luc, *Filiations et ruptures intergénérationnelles dans le bassin sidérurgique de Longwy*, thèse pour l'obtention d'un doctorat, sous la direction de Jean-Pierre Terrail, Université Nancy 2, 1995, 479 p.
- Deshayes Jean-Luc, *Les territoires de l'éducation et de la formation des enfants d'une génération de sidérurgistes du Bassin de Longwy*, rapport de recherche pour les Ministères de l'Education Nationale, de la Recherche et de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, 2004, 266p.
- Deshayes Jean-Luc (dir), Balzani Bernard, Barnier Louis-Michel, Bouret Jérôme, Durieux Sandrine, Friot Bernard, Stroesser Florence, *Logiques nationales et transnationales dans la participation associative à une situation de reconversion : l'exemple de Longwy*, rapport final et note de synthèse pour la MIRE, 2000
- Deshayes Jean-Luc (dir), Belkacem Rachid (dir), Charlier Myriam, Hirlet Philippe, *Les intermédiaires de l'emploi dans le bassin transfrontalier de Longwy*, rapport de recherche pour l'ILSTEF, 1998.
- Fourny Marie-Christine, « La frontière, objet d'intermédiation territoriale », *Revue Peuples et Monde*, n° 7, *Globalisation et peuple aux frontières de l'Europe*, 2005.
- Friot Bernard, *Puissances du salariat*, ed La Dispute, 1998.
- Grafmeyer Yves : Socialisation professionnelle et mobilité in « *Analyse des modes de socialisation- Confrontations et perspectives* » -Actes de la table ronde de Lyon, 4 et 5 février 1988, Cahiers de recherche IRESE –Université Lumière – Lyon 2,Lyon, 1988, p 7-19
- Higelé Jean-Pascal, Khristova Andréana : *L'emploi contre le salaire, une relecture des politiques menées au nom de l'emploi en Europe*, , GREE- CEREQ in *Travail, emploi, salaire et qualification en Europe : forces d'inertie, tendances communes et degrés de convergence ?* », Nancy, 2006
- May Nicole , *Territoire et analyses localisées*, *Cahiers du CREMSI*, n° 4, 01-1984, Paris, 1984 pp 41-55
- Zimmermann Jean-Benoît (coord), *Constructions territoriales et dynamiques productives*, rapport final pour le Commissariat au Plan, Dec 1998, avec la collaboration de Mohamed Bennoui, Jean-Luc Deshayes, Miloud Guendouz (ERGEA Longwy).